

Pendant la crise, la «destruction» des finances publiques continue

Le syndicat FO des finances publiques dénonce une nouvelle fois le nouveau réseau dit de proximité qui continue de se mettre en place dans le département malgré la crise sanitaire et le reconfinement.

Malgré la crise sanitaire, la direction générale des finances publiques (DGFIP) ne renonce pas à déployer son nouveau réseau dit de proximité. Au grand dam du syndicat FO qui parle de «destruction» des finances publiques et qui a décidé de boycotter le comité technique local qui devait se dérouler ce lundi 16 novembre à Chaumont.

«A une autre époque, nous aurions appelé à faire grève et manifester», confie Rachel Sugneau et Matthieu Testart. «Mais en ce moment, c'est un peu compliqué...»

En tout cas, le syndicat reste vent debout contre cette réforme qui va se traduire dès le 1er janvier 2021 par la création, à Saint-Dizier, d'un service départemental des impôts des entreprises. «Les structures qui existaient encore à Chaumont et à Langres n'existeront plus», se désolent les syndicalistes. «On nous dit qu'il s'agit de rap-

procher le service public du public. Mais on voit bien qu'il s'agit en réalité d'un éloignement géographique ! Il n'y aura plus d'accueil physique à Chaumont et à Langres.»

«Quand on dit que plus personne ne vient dans les trésoreries, c'est faux !»

Pour des raisons informatiques, le service de gestion comptable sera quant à lui créé à Langres le 1er septembre 2021 et non plus le 1er janvier. «Cela signifie que les quatre trésoreries de Langres, Bourbonne-les-Bains, Prauthoy et Chalindrey vont fermer», insiste Rachel Sugneau. «Ce n'est quand même pas anodin». En contrepartie de ces fermetures de trésoreries, les collectivités vont avoir droit à un «conseiller aux décideurs locaux» (trois au lieu de quatre). «La première qui a signé est la communauté de communes de Chalindrey, qui était la plus

hostile à l'origine», commente Rachel Sugneau. «Mais personne ne veut du poste ! La direction est obligée de le mettre sur une liste nationale. Ça veut dire que si le poste est pourvu, on aura peut-être quelqu'un qui ne connaît ni le territoire ni les élus...» L'année 2022 sera ensuite marquée par la fermeture des trésoreries de Joinville, Saint-Dizier, Wassy, puis par celles d'Andelot, Bourmont, Chaumont, Châteauvillain et Nogent. Et celles-ci seront remplacées par des «points de contacts» qui n'offrent ni le même service ni la même amplitude d'accueil.

«Tout ça, c'est purement budgétaire», commente FO. «L'objectif, c'est de faire des économies et de rendre des mètres carrés. Mais ce n'est pas dans l'intérêt du public. Notre département ne peut pas se permettre de se passer de ces petits services de proximité. Quand on nous dit que plus personne ne vient dans les trésoreries,

c'est faux ! Les gens viennent chercher des renseignements, déposer un chèque... Regardez ce qui s'est passé avec les dernières déclarations de revenus : il y a eu plein d'erreurs ! L'accueil internet ne remplacera jamais l'accueil physique. Surtout dans un département comme la Haute-Marne. Et puis, il faut quand même que les élus se rendent compte que tout cela aura un coût pour les collectivités locales.»

Délocalisation d'un service à Chaumont : «C'est de la poudre aux yeux»

Dans le même temps (en contrepartie ?), la direction générale des Finances publiques a engagé «une démarche visant à opérer un rééquilibrage géographique de la présence de ses services sur le territoire, en relocalisant des emplois des métropoles vers des communes de taille moyenne ou plus petite, dans les ter-

ritoires périphériques». La ville de Chaumont doit ainsi accueillir en 2022 une antenne de services des impôts des entreprises qui comptera, à terme, une vingtaine d'emplois (on avait parlé à un moment de 50 emplois)..

«Ça ne sera pas un service public de proximité et on est quasiment sûr que ça ne créera pas d'emploi», souligne Rachel Sugneau. «On ne sait toujours pas d'où vient ce service mais les agents ne seront pas obligés de suivre. Ça va sans doute intéresser des gens qui habitent déjà en Haute-Marne et qui travaillent dans les départements voisins. Mais on ne fera pas venir 20 nouvelles familles à Chaumont. C'est de la poudre aux yeux, au moment où on est en train de tout fermer...»

Matthieu Testart rappelle aussi que les finances publiques représentent aujourd'hui 248 emplois en Haute-Marne. Il y a 3 ans, c'était 300. Et il y a 10 ans, 360...

Bruno Sido voudrait ressusciter le projet Syndièse, jugé non viable

Le 5 novembre, au Sénat, le parlementaire haut-marnais Bruno Sido a interrogé la secrétaire d'Etat haut-marnaise Bérandère Abba, au sujet du programme Syndièse, développé il y a quelques années par le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) sur le site de Bure-Saudron. Ce programme consistant à produire du carburant liquide à partir de biomasse forestière a été suspendu en 2016, «trop hâtivement», selon Bruno Sido, «au motif d'une baisse du prix

du baril de pétrole». «Il me semble absolument nécessaire que l'Etat mobilise le CEA pour que la question soit de nouveau étudiée et que le programme Syndièse soit remis en œuvre et poursuivi sur la plateforme technologique qui lui est dédiée, en Haute-Marne, aux confins de la Meuse», a déclaré le sénateur haut-marnais.

La secrétaire d'Etat à la biodiversité lui a répondu que l'analyse du projet confiée à un cabinet extérieur avait conclu à sa non-viabilité économique dans le

contexte des années 2015. Et que le comité de haut niveau de Cigéo du 16 décembre 2016 avait donc décidé de différer de 5 ans la décision de lancement de la phase 2 et avait demandé au CEA de lui présenter une mise à jour des données industrielles et économiques fin 2021.

Quand il était question de créer 200 emplois

La décision de poursuivre ou non ce projet ne sera donc pas prise avant la fin de l'année prochaine.

L'affranchi a retrouvé dans ses archives un article du 30 décembre 2010 où Bruno Sido voyait dans le projet Syndièse «un investissement aussi stratégique que révolutionnaire», «une des perspectives de développement économique les plus prometteuses pour la Haute-Marne».

Il était alors question de créer 200 emplois pendant la phase de construction et une certaine pendant l'exploitation...

On parlait même de développer de nouvelles thématiques d'enseignements en lien avec ce projet...

«Les Haut-Marnais, futurs rois du pétrole (vert) ?», avait résumé avec ironie l'affranchi. Dix ans plus tard, même si comme l'a rappelé Bérandère Abba le CEA a acquis et viabilisé pour Syndièse 35 hectares sur la zone de Bure-Saudron, et même si le GIP Haute-Marne (la structure qui gère les fonds d'accompagnement du laboratoire de Bure) a participé à hauteur de plusieurs millions d'euros à la phase d'études, il n'y a toujours pas de pétrole vert en Haute-Marne. Et encore moins de rois du pétrole...